

# Denis Ducarme

## «Aujourd'hui, ça devient difficile pour les partis de gauche de nous insulter»

### LES PHRASES CLÉS

«Pendant 15 ans, certains ont essayé de nous faire passer pour des racistes parce que nous refusions de transiger avec nos valeurs.»

«Aujourd'hui, les faits parlent d'eux-mêmes et nous donnent raison.»

«Priorité à l'intégration.»

### INTERVIEW

MARTIN BUXANT

Intégration, radicalisation, lutte contre l'islam radical, etc: les chevaux de bataille du libéral francophone Denis Ducarme depuis un bail. Et le voilà, le chef de file du MR au Parlement fédéral, qui enfourche sa monture pour nous commenter la récente actualité.

**On parle énormément du «burkini» ces dernières semaines, qu'en pensez-vous?** C'est très simple: cela fait partie de ces règles à caractère religieux qui obligent des personnes d'un genre déterminé à se baigner habillé. Il est clair que ce genre déterminé ce sont des femmes. On ne va pas raconter d'histoires: on est dans une forme d'asservissement de la femme à ces règles. C'est tout à fait contraire aux valeurs d'égalité homme/femme que je porte et que les libéraux défendent. Ce sont des habitudes et des règles que nous combattons et que nous rejetons car elles mettent la femme à part. Obliger quelqu'un à se baigner tout habillé, vous trouvez cela naturel? C'est un comportement à bannir.

**Pourrait-on imaginer de légiférer contre le burkini à l'image de ce qui a été fait pour empêcher le port de la burqa?**

La burqa, je suis coauteur du texte visant à l'interdire, ça a été un parcours de sept ans pour le faire aboutir. Nous nous sommes appuyés sur des questions liées à l'égalité homme/femme mais le socle réglementaire était l'identification nécessaire des individus. Les individus se trouvant sur la voie publique doivent être identifiables: c'est la base légale du texte. S'il devait y avoir une législation «burkini», elle ne pourrait pas s'opérer avec le même cadre, les femmes qui sont en burkini sont identifiables, comme celles qui ont le voile.

**La burqa, c'est donc plus «grave» que le burkini?**

Ce n'est pas une question de gravité mais

de légalité. Sur le fond, je rejette ces habitudes qui emprisonnent la femme dans des règles illogiques. C'est tout à fait contraire à la nature, finalement, que de se baigner habillé. C'est du non-sens. S'il y a un débat et s'il faut légiférer, au MR, nous sommes prêts à discuter, mais encore faut-il trouver une base légale. Je pense que la meilleure manière d'organiser cela est de procéder au départ des communes via un arrêté ciblant l'ordre public. Le burkini, c'est un outil de propagande politique.

**De l'islam radical?**

Oui, de l'islam intégriste, cet islam qui veut imposer à la femme de rentrer dans un cadre dessiné par les hommes pour elles.

**Votre collègue bourgmestre de Molenbeek Françoise Schepmans s'inquiète du grand nombre de petites filles à qui on impose de porter le voile.**

L'islam recommande, dans les textes, à la femme, éventuellement, de cacher sa beauté, à partir du moment où elle est pubère. Si on veut avoir une discussion sur les règles religieuses, c'est évidemment à partir du moment où la femme est pubère, pas quand elle est pré-pubère. On impose aujourd'hui des choses à des enfants, on leur impose de porter un accoutrement qui n'est même pas recommandé par les textes religieux et les plus durs des savants musulmans! Donc, oui, c'est inquiétant et ça pose la question des droits de l'enfant et de la protection de l'enfance.

**Comment pensez-vous pouvoir endiguer ce phénomène?**

J'admets ne pas avoir de réponse toute faite à cette question. Je pense qu'à un moment donné va se poser la question de la protection de l'enfance par rapport à un certain nombre d'excès de nature religieuse. Ces excès sont imposés à des enfants qui n'ont pas la capacité de rejet ou de dire non. On est vraiment dans le domaine de la protection de l'enfance par rapport à une pression mentale qui est exercée sur les plus jeunes.

**Le Parti socialiste a proposé d'élargir le droit de vote aux étrangers qui résident en Belgique depuis plus de 5 ans pour les élections régionales. Qu'en pensez-vous?**

C'est non. On ne laissera plus rien passer, à un moment il faut savoir dire stop. On a une crise de l'intégration mais le PS continue de faire la sourde oreille par rapport à cela, à faire comme si de rien n'était. En soldant l'équilibre entre les droits et les devoirs dans notre pays. C'est niet, c'est nada, c'est non. Je pense d'ailleurs que le PS lui-même regrette d'avoir fait cette proposition: ils n'osent même plus la défendre. La priorité aujourd'hui, c'est d'avancer sur l'intégration.

**Mais cela se fait!**

Non, ce sont des mots. Quand je dis qu'il faut mettre en œuvre un parcours d'intégration, j'attends des actes. Cela fait trois ans que les Régions disent qu'elles vont agir, à Bruxelles, en Wallonie, ce sont des mots. Je serais curieux de savoir ce qui a été liquidé comme budget par rapport à cela: ils ne font rien en la matière. Ce sont les belles intentions, mais la réalité, c'est qu'on n'a pas de parcours d'intégration obligatoire, sérieux, crédible et financé, en Wallonie et à Bruxelles. C'est de l'intox...

**Et...?**

Et je pense qu'on aurait du accompagner

efficacement un certain nombre de primo-arrivants en les mettant en connexion avec nos valeurs et en les y faisant adhérer. En leur rappelant que dans notre pays, il y a des valeurs, il y a une langue qui est à apprendre et que si on vit ici, on respecte ces règles et on s'intègre. Que de temps perdu, que de gens perdus...

**Mais en matière de radicalisation, on est davantage face à des personnes présentes en Belgique depuis des lustres, la plupart sont même nées en Belgique...**

Voilà pourquoi nous portons aussi depuis quinze ans un cours de citoyenneté. On considère que les valeurs, cela s'apprend. Que quand on parle des valeurs à l'école, ce n'est pas que par le prisme de la religion qu'on doit le faire. Apparemment, ça se met enfin en place, mais c'est un peu tard. Vous savez, nous, on a le sentiment qu'à partir du moment où nous avons osé dire des choses, on a été suspecté de bien des choses...

**D'islamophobie, voulez-vous dire?**

Oui. Ce n'est même pas le pire terme qu'on ait eu à subir...

**De racisme?**

Voilà. Il y a quinze ans qu'on demande de ramener les valeurs au cœur du débat politique et de l'apprentissage.

**On vous a déjà dit qu'il y avait des relents racistes au MR?**

J'ai malheureusement entendu cela souvent. Il y a un moment donné où on se protège des crachats de la fange des adversaires politiques. Ça fait quinze ans que je prends ce genre d'accusations au visage, je ne vais pas plier sur mes valeurs libérales, je les porte haut, j'y travaille - y compris avec des personnes de confession musulmane, d'origine africaine, avec des Belges. On est unis à travers des valeurs universalistes, et on s'engage ensemble à défendre un modèle. Durant des années, ça a été facile de nous caricaturer, aujourd'hui, avec tout ce que nous avons vécu, entre autres en termes de radicalisation,

il est beaucoup plus compliqué pour certains dans les partis de gauche de nous insulter.

**Au niveau de la lutte antiterroriste, Oussama Atar, très recherché pour implication**

**éventuelle dans les attentats du 22 mars, a été auditionné puis relâché. Est-ce un nouveau raté?**

On doit faire toute la clarté sur cette histoire: il y a eu des auditions, il a été condamné en Irak pour des raisons peu claires, il est revenu sans avoir purgé toute sa peine. Il n'y a pas de protocole d'accord entre la Belgique et l'Irak au niveau du suivi des peines, on nous dit qu'il était malade puis il ne l'a plus été. Pourquoi, à un moment donné, n'a-t-on opéré qu'un suivi léger de cette personne? On doit avoir des réponses et des clarifications, par exemple en commission parlementaire.

**Il y a eu un fort lobbying politique en sa faveur pour le faire revenir en Belgique.**

Moi je ne prends pas part à ce genre de mobilisation, simplement parce qu'on n'a pas accès à toutes les informations sur les délits et crimes qu'une personne a pu commettre. Je n'agis pas sans savoir. Un parlementaire doit rester prudent. Ici, Zoé Genot, Jamal Ikazban et Ahmed El Khannouss se sont mobilisés pour faire sortir ce type de prison, et à les voir, à les entendre, on avait l'impression qu'ils se mobilisaient pour aider Nelson Mandela. Manifestement, il est clair aujourd'hui qu'Oussama Atar n'était pas Nelson Mandela et que les suspicions d'infraction terroriste contre lui sont très fortes. C'est une claque magistrale envoyée par les faits au visage de ces parlementaires qui ont manqué de prudence. Ils auraient dû procéder à des vérifications.

**Mais vous avez aussi posé une question au ministre de l'époque pour vous en-**

**quérir de la situation d'Atar en Irak!**

J'ai demandé par écrit où en était le dossier, c'est de la stricte information parlementaire. Rien à voir avec la mobilisation pro Atar d'Ecolo, du PS et du cdH. À côté de ce lobbying politique, je serais également très intéressé qu'on se penche sur la manière dont certaines ONG ont fonctionné. C'est légitime de défendre les besoins sanitaires d'un prisonnier – même la pire des crapules doit être soignée – mais il faut examiner si la nature médicale du problème de ce Oussama Atar n'a pas été exagérée. Se pose la question de la crédibilité des rapports produits par ces organisations.

**«C'est la protection de l'enfance qui est en jeu quand on force des petites filles à porter le voile.»**

**«Il n'y a toujours pas de parcours d'intégration côté francophone, c'est de l'intox.»**

**«L'affaire Atar, c'est une claque magistrale pour ces députés Ecolo, PS et cdH.»**